

N° CLIENT : 002924
N° SOCIETAIRE : 877926
N° CONTRAT : 017.210009
N° SIREN : 604500025

SAS DEGRUEL
2 CHEMIN DE BUJARRET
42400 ST CHAMOND

ATTESTATION D'ASSURANCE CONTRAT POLICE DES RÉALISATEURS

Période de validité : du 01/01/2025 au 31/12/2025

L'AUXILIAIRE, ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle POLICE DES RÉALISATEURS numéro 017.210009.

1. PERIMETRE DES ACTIVITES PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les activités professionnelles suivantes sont garanties par le présent contrat :

- VRD Canalisations-Assainists-Chaussées-Trottoirs-Arrosage-Esp.verts :
 - Définition :
Réalisation de canalisations, d'assainissement autonome, de réseaux enterrés, de voiries piétonnes et carrossables, de poteaux et clôtures . Cette activité comprend également les travaux de terrassement et de maçonnerie réalisés conjointement avec les travaux ci-dessus dans le cadre d'un même marché de construction. Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie hors réalisation de murs de soutènement.
- Terrassement avec ou sans sondages et forages :
 - Définition :
Réalisation à ciel ouvert, de creusement et de blindage de fouilles provisoires dans le sols ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai et de comblement sauf pour les carrières ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'un ouvrage . Cette activité comprend les sondages et les forages.

Cette activité ne comprend pas les travaux d'enrochement, sauf si cette activité est délivrée.

maximum 1,5 m

- Enrochement :
 - Définition :
Pose de blocs de pierre ou de béton, construction de seuils d'enrochement ou réalisation de travaux d'aménagement hydraulique ainsi que les soutènements de talus. L'activité d'enrochement comprend pour les travaux concernés :
 - le terrassement pour l'enrochement ou la purge,
 - le terrassement en déblai ou en remblai,
 - la fourniture et mise en oeuvre d'enrochement,
 - la fourniture et mise en oeuvre de matériaux drainants,
 - la fourniture et mise en oeuvre de couche de transition,
 - la fourniture de terre végétale.
- Enrochement limité à 2 mètres de hauteur, au-delà, étude géotechnique systématique obligatoire réalisée par un BET ou un maître d'oeuvre.
- Maçonnerie et béton armé sauf précontraint in situ :
 - Définition :
Réalisation de maçonnerie en béton armé préfabriqué ou non, en béton précontraint préfabriqué (hors précontrainte in situ), en blocs agglomérés de mortier ou de béton cellulaire, en pierres naturelles ou briques, ceci tant en infrastructure qu'en superstructure, par toutes les techniques de maçonnerie de coulage, hourdage (hors revêtement mural agrafé et attaché). Cette activité comprend les travaux de :
 - enduits à base de liants hydrauliques ou de synthèses,
 - ravalement en maçonnerie,

N° CLIENT : 002924
N° SOCIETAIRE : 877926
N° CONTRAT : 017.210009
N° SIREN : 604500025

SAS DEGRUEL
2 CHEMIN DE BUJARRET
42400 ST CHAMOND

ATTESTATION D'ASSURANCE CONTRAT POLICE DES RÉALISATEURS

- de briquetage, pavage,
- dallage, chape (hors dallages spéciaux),
- fondations autres que pieux, barrettes, parois moulés, palplanches, parois de soutènement autonomes et toutes autres techniques équivalentes. Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :
 - terrassement et de canalisations enterrées,
 - complément d'étanchéité des murs enterrés,
 - pose de matériaux contribuant à l'isolation intérieure et extérieure
 - pose de renfort bois ou métal nécessités par l'ouverture de baies et les reprises en sous-oeuvre,
 - démolition et VRD, pose d' huisseries,
 - pose d'éléments simples de charpente, ne comportant ni entaille, ni assemblage, et scellés directement à la maçonnerie, et à l'exclusion de toute charpente préfabriquée dans l'industrie,
 - plâtrerie,
 - carrelage, faïence et revêtement en matériaux durs à base minérale,
 - calfeutrement de joints. Et les travaux suivants liés à la fumisterie :
 - construction, réparation et entretien d'âtres et foyers (hors four et cheminée industriels),
 - conduits de fumées et de ventilation à usage domestique et individuel,
 - ravalement et réfection des souches hors combles,
 - construction de cheminées à usage domestique et individuel,
 - revêtements en carreaux et panneaux de faïence.

Cette activité ne comprend pas la réalisation des bassins de piscine et des réservoirs étanches en béton armé, sauf si l'activité ouvrages étanches en béton armé est délivrée.

----- FIN DE LISTE -----

2. GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLÉMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : activités listées au paragraphe 1 ci-avant;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du Code des assurances;
- aux travaux réalisés en France métropolitaine et dans les Départements et Régions d'Outre-Mer;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €

Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :

- 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,

N° CLIENT : 002924
N° SOCIÉTAIRE : 877926
N° CONTRAT : 017.210009
N° SIREN : 604500025

SAS DEGRUEL
2 CHEMIN DE BUJARRET
42400 ST CHAMOND

ATTESTATION D'ASSURANCE CONTRAT POLICE DES RÉALISATEURS

- procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P,
- procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable.

Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

N° CLIENT : 002924
N° SOCIETAIRE : 877926
N° CONTRAT : 017.210009
N° SIREN : 604500025

SAS DEGRUEL
 2 CHEMIN DE BUJARRET
 42400 ST CHAMOND

ATTESTATION D'ASSURANCE CONTRAT POLICE DES RÉALISATEURS

2.1. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie | Montant de la garantie |
|--|---|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L 241-1 et L 241-2 du Code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • En habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R 243-3 du Code des assurances. |
| | <ul style="list-style-type: none"> • En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif. |
| Durée et maintien de la garantie | |
| <p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du Code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p> | |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

| Nature de la garantie | Montant de la garantie |
|--|--|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale.</p> | <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires dans la limite de :</p> <p style="text-align: right;">10 000 000 € par sinistre</p> |
| Durée et maintien de la garantie | |
| <p>Garantie déclenchée par le « fait dommageable » défini à l'alinéa 3 de l'article L 124-5 du Code des assurances et accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.</p> | |

N° CLIENT : 002924
N° SOCIETAIRE : 877926
N° CONTRAT : 017.210009
N° SIREN : 604500025

SAS DEGRUEL
2 CHEMIN DE BUJARRET
42400 ST CHAMOND

ATTESTATION D'ASSURANCE CONTRAT POLICE DES RÉALISATEURS

2.3. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

| Nature de la garantie | Montant de la garantie |
|---|--------------------------|
| Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil. | 1 500 000 € par sinistre |
| Durée et maintien de la garantie | |
| Garantie déclenchée par le « fait dommageable » défini à l'alinéa 3 de l'article L 124-5 du Code des assurances et accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception. | |

2.4. AUTRES GARANTIES COMPLEMENTAIRES

Les garanties objet du présent paragraphe s'appliquent :

- aux activités professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation en ce qui concerne les garanties « dommages immatériels consécutifs » et « dommages aux existants ».

La garantie « effondrement avant réception » s'applique aux dommages matériels survenus en cours de construction jusqu'à la réception de l'ouvrage. En tout état de cause, ne sont pas garantis les dommages matériels survenant :

- avant la prise d'effet du contrat,
- postérieurement à la résiliation du contrat.

| Nature de la garantie | Montant de la garantie |
|----------------------------------|--------------------------|
| EFFONDREMENT | 1 500 000 € par sinistre |
| DOMMAGES IMMATERIELS CONSECUTIFS | |
| DOMMAGES AUX EXISTANTS | |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Lyon, le 10/12/2024

